



Plouguerneau, le 18 novembre 2020

**LE CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE PLOUGUERNEAU**

à

**Monsieur le Président
De l'Assemblée Nationale
126 rue de l'Université
75355 Paris 07 SP**

N/Réf : YR/ AF/14-2020

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,

Comme vous le savez, la situation des commerces de proximité s'avère des plus préoccupantes dans ce contexte de deuxième confinement et ce, quelle que soit leur date de réouverture. Cette situation ne fait qu'aggraver une concurrence qui se révèle largement favorable aux plateformes numériques d'envergures nationales et internationales.

Malgré toute l'importance de la créativité et des initiatives de solidarité entre commerçants, artisans et municipalités, nous savons que les moyens à notre disposition ne nous permettent malheureusement pas d'agir de manière efficace contre cette concurrence déloyale. Cette problématique nécessite un engagement fort d'un État ou d'une communauté européenne régulatrice du marché. Cette régulation, selon les termes d'Esther Duflo, (Économiste et prix Nobel d'économie) relève d'une nécessité comparable à celle qui opère dans le domaine agricole avec la mise en œuvre de la Politique Agricole Commune. Comme pour nos paysages, nous ne pouvons laisser cours aux seules lois du marché sans prendre le risque d'une désertification de nos bourgs.

Il reste donc à explorer tout moyen de rééquilibrage au profit d'établissements à forte plus-value locale tant du point de vue du lien social qu'en matière environnementale. On ne peut pas, tout à la fois, investir des deniers publics pour la vitalisation de nos centre-bourgs et se contenter d'acter une concurrence déloyale en faveur d'organisations dont les bilans sociaux et environnementaux apparaissent plus que contestables. La question du numérique et celle de la croissance des achats en ligne mériteraient, par ailleurs, d'être plus approfondies et plus largement discutées du point de vue de leurs effets sur le lien social et la vitalité de nos bourgs.

Nous vous demandons donc de rechercher toute solution de régulation (fiscale, de droit ou autres) permettant de remédier à ce qui pourrait conduire à la mort de nos « petits commerces ». Il en va de notre cohésion sociale et de l'avenir de notre planète.

Convaincu de vous compter parmi l'immense majorité d'élus et acteurs locaux préoccupés par ces questions, nous restons à votre disposition pour apporter toute information ou expertise susceptible de faciliter la recherche de solution.

Recevez Monsieur Le Président l'expression de nos meilleures salutations.

Le Maire,
Pour l'ensemble du conseil municipal,